



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 4002

Texte de la question

POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à Mme Pascale Got, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Pascale Got. Mes chers collègues, ce que le Gouvernement n'a pas le courage de reconnaître, c'est que la baisse du pouvoir d'achat des familles est le résultat de sa politique, et des 13 milliards d'euros de hausse de la TVA payée par les familles ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

Monsieur le ministre de l'économie, pendant des semaines, vous vous êtes échiné à nous faire croire que le coût du travail était plus élevé en France qu'en Allemagne, et que c'était la cause de notre manque de performance économique. C'est sur cette fausse affirmation que vous avez justifié la mise en place de la TVA sociale.

Aujourd'hui, patatras ! L'INSEE nivelle le coût du travail entre la France et l'Allemagne, notamment dans l'industrie. L'INSEE balaye l'impact des 35 heures. L'INSEE ne confirme pas le bien-fondé de la TVA dite sociale. Cerise sur le gâteau, l'INSEE rappelle que la performance économique d'un pays repose davantage sur sa productivité que sur le coût salarial. Et c'est le cas de la France. Voilà aujourd'hui la vérité. C'est donc votre politique qui n'est pas bonne.

Mais ce n'est pas tout ! L'INSEE crie également haro sur votre politique de l'emploi et des salaires. L'intérim et les dispositifs précaires ne masquent plus la dégringolade de l'emploi et des rémunérations. Avec tous ces artifices, vous n'êtes même pas revenu au niveau de chômage précédant la crise.

Voilà ce que le peuple comprend et subit.

Un Président qui devait aller chercher la croissance avec les dents ? Ses dents sont intactes, mais la croissance est cassée !

Un Président du plein-emploi ? C'est un nouveau chômeur toutes les trois minutes.

Je vous le dis, vouloir culpabiliser hier les retraités, aujourd'hui les salariés et demain les chômeurs à partir de fausses informations ne fera jamais une politique crédible. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.

Mme Valérie Pécresse, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement*. Madame la députée Got, je vous propose de relire le document sur la compétitivité qui a été publié cet été par les partenaires sociaux : la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC, la CGPME.

M. Frédéric Cuvillier. Les corps intermédiaires !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Ce rapport constate qu'en 2000, le coût horaire de la main-d'oeuvre était en France de 24,42 euros contre 26,34 euros en Allemagne. En 2010, ce coût est de 33,55 euros en France : il a augmenté de 37 %, alors qu'il est de 30,27 euros en Allemagne où il n'a augmenté que de 14 %. En conclusion, que disent tous les partenaires sociaux ? Que nous étions meilleurs que l'Allemagne en 2000, et qu'en 2010, nous sommes nettement derrière. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Marcel Rogemont. Vous êtes au Gouvernement depuis dix ans !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Nous pouvons discuter des chiffres, madame Got, mais le constat est là. Ce n'est pas le Gouvernement qui l'a établi, ce sont les partenaires sociaux eux-mêmes.

Il y a deux éléments importants, et d'abord la compétitivité-prix des produits. C'est la question du coût du travail

que Lionel Jospin lui-même avait soulevé lorsqu'il a commandé à M. Edmond Malinvaud un rapport pour savoir comment faire baisser le coût du travail en France. Ensuite, il y a la compétitivité non-prix. Elle comprend la capacité à innover et la capacité à investir.

C'est sur tous ces leviers que nous avons travaillé. Nous avons supprimé la taxe professionnelle, que François Mitterrand appelait l'impôt imbécile. Nous avons triplé le crédit impôt recherche, nous avons réformé l'université. Tout cela, c'est pour la compétitivité et pour l'emploi. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Pascale Got](#)

Circonscription : Gironde (5^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4002

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 février 2012